

Service de prévention des risques  
5 voie Gisèle Halimi  
BP 31269  
25005 BESANÇON

BESANÇON, le 03/02/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/01/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **ALFI**

Air Liquide-plate-forme chimique de Tavaux  
BP 9  
39500 Tavaux

Références : PIRA/SG/2022-094  
Code AIOT : 0005901027

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/01/2023 dans l'établissement ALFI Air Liquide, plate-forme chimique de Tavaux, BP 9 39500 Tavaux. L'inspection a été annoncée le 09/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ALFI
- Air Liquide-plate-forme chimique de Tavaux BP 9 39500 Tavaux
- Code AIOT : 0005901027
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

ALFI (Air Liquide France Industrie) exploite des installations industrielles de séparation des gaz de l'air, de compression d'air et de compression / purification au sein de la plate forme chimique de Tavaux. Les gaz ainsi produits (oxygène, azote, air sec et hydrogène) sont fournis aux deux principaux exploitants de la plate-forme, à savoir Solvay France et Inovyn France, pour leurs besoins de production.

Le site ALFI est classé Seveso Seuil bas pour la rubrique 4725-1 de la nomenclature des installations classées relative au stockage d'oxygène liquide, pour une capacité totale de 930 tonnes.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- rejets des effluents industriels
- maintenance des réservoirs cryogéniques selon le guide DT 97 ;
- gestion de la sous-traitance ;
- gouvernance commune de la plate-forme chimique de Tavaux.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Point 2 : conditions de rejet des eaux industrielles	Arrêté Préfectoral du 01/10/1990, article 4 : conditions de rejet	/	Sans objet
Point 3 : plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4 : dispositions générales	/	Sans objet
Point 4 : charte HSE - gestion des rejets	Autre du 13/11/2018, article partie 2, annexe 1 : Exigences	/	Sans objet
Point 7 : état des calorifuges	Arrêté Préfectoral du 01/10/1990, article 20	/	Sans objet
Point 10 : gouvernance commune de la plate forme	AP Complémentaire du 19/08/2015, article 6 : mode de fonctionnement avec les autres exploitants de la plate forme	/	Sans objet
Point 11 : exercices incendie	AP Complémentaire du 08/01/2015, article 6 : mode de fonctionnement avec les autres exploitants de la plate forme	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Point 1 : eaux de refroidissement	Arrêté Préfectoral du 01/10/1990, article 3 : principes généraux	/	Sans objet
Point 5 : vérification des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 : installations électriques	/	Sans objet
Point 8 : mise en sécurité des installations	AP Complémentaire du 20/06/2018, article 3 : annexe confidentielle	/	Sans objet
Point 9 : inspection / maintenance des réservoirs cryogéniques - guide DT97	Autre du 01/02/2012, article 4 : stratégie d'inspection, de maintenance et de surveillance	/	Sans objet
Point 12 : suites inspection 2020	AP Complémentaire du 20/06/2018, article 3.2 : mise en sécurité des installations	/	Sans objet
Point 13 : gestion de la sous-traitance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe I.1	/	Sans objet
Point 14 : gestion de la sous-traitance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe I.3	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection réalisée sur le site de Tavaux a permis de constater que les engagements pris par l'exploitant concernant l'installation d'un système de sécurité ont été tenus. Il ressort également de l'inspection que l'exploitant doit trouver des pistes de progrès concernant 2 points :

- le suivi des actions en général (faisant suite, par exemple, à des exercices incendie ou à des visites d'inspection internes sur ses équipements) ;
- sur l'intégration de son établissement au sein de la plate forme chimique de Tavaux : les engagements pris à travers la charte HSE de la plate forme doivent être suivis et respectés.

L'inspection a donné lieu à 5 non conformités, associées à des délais de réalisation, et 4 observations.

### 2-4) Fiches de constats

Point 1 : eaux de refroidissement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/10/1990, article 3 : principes généraux
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux de refroidissement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux de refroidissement (1000 m <sup>3</sup> /h) doivent être recyclées en totalité vers les installations de réfrigération de l'usine SOLVAY.
<b>Constats :</b> Les eaux de refroidissement d'ALFI sont envoyées vers une tour aéroréfrigérante exploitée par Inovyn France. Un débit mètre est positionné sur l'arrivée d'eau de la tour et mesure le débit en continu, avec un renvoi en salle de contrôle ALFI. Lors de la visite sur le terrain, le débit mètre a été visualisé. Le débit lu en salle de contrôle était de 1090 m <sup>3</sup> /h.  Ce constat n'appelle pas d'observation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## Point 2 : conditions de rejet des eaux industrielles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/10/1990, article 4 : conditions de rejet
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, rejet des eaux industrielles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux industrielles rejetées dans le milieu naturel, via le réseau "eaux pluviales" de la SA SOLVAY et Cie, sont essentiellement constituées : <ul style="list-style-type: none"><li>- des condensats des compresseurs d'air et d'hydrogène,</li><li>- des eaux de condensation recueillies de façon continue ou discontinue au niveau des pots séparateurs en sortie du groupe frigorifique et sur la canalisation d'alimentation d'hydrogène, des bouteilles de dessiccation et d'épuration d'air et d'hydrogène, du réseau vapeur.</li></ul> Avant rejet dans le réseau d'égout de l'usine, les effluents industriels doivent être collectés, au besoin traités, afin de respecter les normes de rejet fixées comme suit : pH compris entre 5,5 et 8,5 DCO < 120 mg/l DBO5 < 40 mg/l MES < 30 mg/l Hydrocarbures < 5 mg/l. Le point de rejet doit être unique. Il doit permettre la réalisation de mesures de débit et comporter les dispositifs nécessaires à l'exécution de prélèvements.
<b>Constats :</b> L'exploitant déclare que les eaux industrielles issues du fonctionnement de ses installations sont rejetées en un point unique, avec déversement dans le contre fossé de la plate-forme exploité par Inovyn France. Ce point de rejet a été visualisé lors de la visite sur le terrain : un écoulement extrêmement faible d'eau claire a été constaté. L'exploitant réalise un prélèvement et une analyse par an. Les résultats de la dernière analyse réalisée le 19 mai 2022 sont conformes pour les paramètres pH, DCO, DBO5, hydrocarbures. La concentration mesurée en MES est égale à 82 mg/l, supérieure à la limite autorisée. L'exploitant précise qu'il n'a pas analysé la cause de ce dépassement.  Ces constats appellent la non conformité suivante : NC-20230119-01 : lorsque l'exploitant constate le dépassement d'une valeur limite prescrite par arrêté préfectoral, il doit analyser les causes de ce dépassement. Il met en place les outils / l'organisation nécessaires permettant la traçabilité de la recherche des causes. Délai : 1 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

Point 3 : plan des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4 : dispositions générales
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, II et III : schéma des réseaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> (...) Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.  III. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;<ul style="list-style-type: none"><li>- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif équivalent permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ;</li></ul></li><li>- les secteurs collectés et les réseaux associés ;</li><li>- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ;</li><li>- les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et les points de rejet de toute nature.</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas présenté de schéma des réseaux des effluents aqueux.  Ce constat donne lieu à la non conformité suivante : NC-20230119-02 : l'exploitant établit un plan de réseau d'alimentation et de collecte des effluents aqueux qui comporte : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;<ul style="list-style-type: none"><li>- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif équivalent permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ;</li></ul></li><li>- les secteurs collectés et les réseaux associés ;</li><li>- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ;</li><li>- les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et les points de rejet de toute nature.</li></ul> Il transmet ce plan à l'inspection des installations classées. Délai : 3 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### Point 4 : charte HSE - gestion des rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 13/11/2018, partie 2, annexe 1 : Exigences
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Article 11.1 : rejets dans l'eau et dans l'air
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            Dans le cas d'un transfert des effluents à un Exploitant aval, par exemple vers la station dépuración, les bassins de décantation, ..., l'Exploitant aval et l'Exploitant amont se mettent d'accord sur les limites à imposer sur le rejet en tenant compte de l'efficacité des traitements en aval.</p> <p><b>Constats :</b>            Concernant le point de rejet des effluents industriels vers le contre fossé exploité par Inovyn France, l'exploitant précise que ce point de rejet ne fait pas l'objet d'une convention entre ALFI et Inovyn France.</p> <p>Ce constat donne lieu à la non-conformité suivante :            NC-20230119-03 : le rejet des eaux industrielles issues du process d'ALFI vers le contre-fossé exploité par Inovyn France doit faire l'objet d'une convention entre les deux exploitants (ou tout document établissant les obligations des deux parties), conformément aux engagements mutuels pris dans la charte HSE de la plate-forme chimique de Tavaux, signée par Solvay France, Inovyn France et ALFI.            Délai : 1 mois.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### Point 5 : vérification des installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 : installations électriques
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, contrôle
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            A. Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.</p> <p>L'implantation des lignes et cheminement est réalisée de manière à éviter leur dégradation par les matières entreposées.</p> <p>Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.</p> <p><b>Constats :</b>            Les installations électriques sont contrôlées une fois par an. L'exploitant présente le certificat Q18 établit suite aux contrôles des installations de fin 2021 et fin 2022.            Les certificats récapitulent les non conformités constatées. Sur les 2 années, aucune non conformité n'a été constatée deux années de suite.            L'exploitant déclare qu'il fait également réaliser annuellement un contrôle par thermographie infra rouge.            Ces constats n'appellent pas d'observation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

Point 7 : état des calorifuges

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/10/1990, article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, calorifuges
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les entrées d'humidité dans les isolants doivent être efficacement combattues. L'absence d'humidité dans l'inter-paroi isolante des stockages d'oxygène et d'azote liquides doit être recherchée. L'enveloppe extérieure doit être protégée des risques de surpressions accidentelles dans l'inter-paroi par une clapet lesté. Les risques de corrosion sous calorifuge doivent faire l'objet d'une surveillance particulière.
<b>Constats :</b> La visite sur le terrain a permis de constater que les calorifuges sur les réservoirs d'oxygène liquide et d'azote sont dégradés. Le mauvais état du calorifuge sur le réservoir de stockage d'azote avait été constaté lors de l'inspection du 14 juin 2016. L'exploitant avait été invité par la suite à suivre l'évolution des dégradations. Le jour de l'inspection, ce dernier a précisé que les calorifuges des tuyauteries des réservoirs d'oxygène et d'azote seront remplacés en avril 2023. Ces travaux ne sont cependant pas inscrits dans un plan d'actions. Le suivi de l'état des calorifuges ne fait pas l'objet de formalisation.  Ces constats donnent lieu à la non conformité suivante : NC-20230119-04 : les entrées d'humidité dans les isolants doivent être efficacement combattues. L'exploitant met en place une surveillance tracée permettant de vérifier l'absence d'humidité dans l'inter-paroi isolante des stockages d'oxygène et d'azote liquide. Il remplace les calorifuges endommagés situés sur les tuyauteries des réservoirs de stockage d'azote et d'oxygène. Délai : 3 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

Point 8 : mise en sécurité des installations

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 20/06/2018, article 3 : annexe confidentielle
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, mise en sécurité des installations
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Mise en sécurité des installations en cas de manque d'énergie électrique ou d'utilités. Ces prescriptions sont confidentielles.
<b>Constats :</b> Ces constats sont développés en partie confidentielle.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 01/02/2012, article 4 : stratégie d'inspection, de maintenance et de surveillance
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, 4.2.2. : mise en oeuvre des plans d'inspection
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les différentes opérations prévues dans les plans d'inspection sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les visites externes annuelles réalisées par des opérateurs ou des inspecteurs. Les rapports de visite sont validés par le responsable hiérarchique de l'intervenant (...);</li> <li>- les inspections externes détaillées en exploitation, réalisées tous les cinq ans par des inspecteurs (...). Les rapports d'inspection sont validés par le responsable de maintenance ou le chef du service d'inspection existant.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le réservoir identifié B40, contenant de l'oxygène liquide a fait l'objet d'une demande d'autorisation d'exemption de visite interne par l'exploitant par courrier du 21 février 2017. Suite à plusieurs échanges avec la DREAL et à la constitution d'un dossier de la part de l'exploitant, cette exemption de visite a été accordée par la DREAL par courrier du 5 novembre 2020 (réf. : PIRA/SG/SR/2020-966), dans lequel il était demandé à l'exploitant de constituer un dossier complet comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les éléments de réponse aux demandes formulées par la DGPR ;</li> <li>- tous les suivis et contrôles réalisés depuis la construction du réservoir, qu'ils soient menés en interne (maintenance préventive / curative) ou par une société extérieure.</li> </ul> <p>L'exploitant a présenté ce dossier le jour de l'inspection. Il contient, entre autres, les rapports des visites annuelles réalisées depuis 2013 (le réservoir a été mis en service en 2012). Les dernières visites annuelles ont été réalisées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le 28/09/2020 : un plan d'actions a été établi, avec 4 actions à mener. Ce plan d'actions n'a pas été complété : seule l'action 2 relative à la vérification du niveau de Perlite a été réalisée. Pour autant, l'exploitant déclare que l'action 1 a été soldée concernant la remise en état du calorifuge au niveau des organes de sécurité et d'une tuyauterie sortie stockage. Les actions 3 et 4 n'ont pas été soldées (élimination d'une épaufrure et reprise d'une zone dégradée en béton au niveau d'un passage de tuyauterie) ;</li> <li>- le 21/06/21 : le rapport indique la présence de points froids sur connexion des organes de sécurité. Il s'agirait de l'action 1 issu du plan d'action suite au contrôle du 28/09/2020. Les réparations ont été effectuées fin 2021 (présentation de photos par l'exploitant le jour de l'inspection) ;</li> <li>- le 25/07/22 : absence de remarques.</li> </ul> <p>La dernière inspection externe détaillée a été réalisée le 27 mai 2020.</p> <p>Ces constats donnent lieu à l'observation suivante :</p> <p>OBS-20230119-01 : l'exploitant améliore la gestion du suivi des actions issues des inspections réalisées sur le réservoir B40 de stockage d'oxygène liquide. Il réalise les réparations identifiées dans les constats de l'inspection du 28 septembre 2020.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

Point 10 : gouvernance commune de la plate forme

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 19/08/2015, article 6 : mode de fonctionnement avec les autres exploitants de la plate forme
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Afin d'assurer la cohérence et l'efficacité de la gestion de la sécurité, de l'hygiène industrielle et de la protection de l'environnement pour les sujets communs de la plate-forme de TAVAU, une gouvernance collective entre tous les exploitants du site est mise en place, en se référant notamment des termes de la circulaire du 25 juin 2013 relative au traitement des plate-formes économiques dans le cadre des Plans de Prévention des Risques Technologies (PPRT). Cette gouvernance concerne notamment les exploitants SEVESO seuil haut de la plate-forme et est actualisée à l'occasion de tout changement notable d'organisation. Cet engagement contient une déclaration de politique HSE reprise par tous les exploitants. La gouvernance porte sur les opérations collectives suivantes : - (...) - la rédaction de procédures d'urgence coordonnées et transversales aux activités (notamment le POI plate-forme), et l'organisation fréquente d'un exercice coordonné et simultané (à une fréquence minimale d'un an).
<b>Constats :</b> L'exploitant possède son propre POI. La dernière version adressée à la DREAL est datée du 11 avril 2019, révision 4. Tel que défini dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 19 août 2015, et également dans la charte HSE datée du 13 novembre 2018 (signée par Solvay, Inovyn et ALFI), "il est nécessaire que les risques, les moyens de prévention et de lutte ainsi que les exercices de secours soient rassemblés au niveau plateforme dans un POI".  Ces constats donnent lieu à la non conformité suivante : NC-20230120-05 : l'exploitant se rapproche des pompiers de la plate forme chimique de Tavaux et intègre les éléments de son POI dans le "POI plate forme". Délai : 1 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 08/01/2015, article 6 : mode de fonctionnement avec les autres exploitants de la plate forme
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exercice POI
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Afin d'assurer la cohérence et l'efficacité de la gestion de la sécurité, de l'hygiène industrielle et de la protection de l'environnement pour les sujets communs de la plate-forme de TAVAU, une gouvernance collective entre tous les exploitants du site est mise en place, en se référant notamment des termes de la circulaire du 25 juin 2013 relative au traitement des plate-formes économiques dans le cadre des Plans de Prévention des Risques Technologies (PPRT). Cette gouvernance concerne notamment les exploitants SEVESO seuil haut de la plate-forme et est actualisée à l'occasion de tout changement notable d'organisation. Cet engagement contient une déclaration de politique HSE reprise par tous les exploitants. La gouvernance porte sur les opérations collectives suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- (...);</li> <li>- (...) l'organisation fréquente d'un exercice coordonné et simultané (à une fréquence minimale d'un an);</li> <li>- (...).</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant déclare qu'un exercice POI est réalisé une fois par an. Le dernier exercice a été réalisé le 4 mars 2022, concernant la rupture d'un flexible suite au dépotage d'oxygène liquide. Les actions d'amélioration sont identifiées en fin de compte rendu d'exercice et synthétisées dans un plan d'actions (plan 2227246), présentés le jour de l'inspection. Une des deux actions en cours concerne le stockage des wagons INOVYN à proximité de la zone de dépotage d'oxygène liquide. L'exploitant a identifié le risque incendie relatif à un épandage d'oxygène liquide qui viendrait en contact la graisse présente sur les boggies des wagons.</p> <p>Concernant l'exercice réalisé le 30 janvier 2020, le compte rendu fait état d'actions correctives "déjà planifiées" relatives à l'installation de détection incendie pour la salle huile, la cantine, la salle des pièces de rechange, le local des compresseurs d'air. Ces actions ne sont pas listées dans les différents plans d'actions présenté le jour de l'inspection.</p> <p>Ces constats donnent lieu aux observations suivantes :</p> <p>OBS-20230119-02 : l'exploitant tient la DREAL informée des suites données à l'identification du risque incendie relatif à un épandage d'oxygène liquide qui viendrait en contact la graisse présente sur les boggies des wagons appartenant à INOVYN, stockés à proximité de la zone de dépotage d'oxygène liquide.</p> <p>OBS-20230119-03 : l'exploitant améliore la gestion du suivi des actions issues des exercices POI, et en particulier les actions issues de l'exercice réalisé le 30 janvier 2020 et la mise en place de détection incendie pour la salle huile, la cantine, la salle des pièces de rechange, le local des compresseurs d'air.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

Point 12 : suites inspection 2020

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 20/06/2018, article 3.2 : mise en sécurité des installations
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, analyse des risques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le rapport d'inspection du 14 janvier 2020 établissait le constat suivant : "L'exploitant précise que l'analyse de risques est révisée tous les 3 à 5 ans. Dans ce cadre, des sondes de détection d'épandage vont être installées prochainement au niveau des réservoirs intermédiaires de 15 m <sup>3</sup> d'azote et d'hydrogène (erreur : il s'agit d'oxygène), dont l'alarme sera reliée à l'astreinte ALFI (absence de transfert d'alarme chez Inovyn). Les accès à la salle de contrôle seront sécurisés au premier semestre 2020, depuis l'extérieur et l'intérieur. L'accès sera réservé uniquement pour le personnel habilité, avec une reconnaissance biométrique et un badge."
<b>Constats :</b> La visite sur le terrain a permis de constater que les sondes de détection d'épandage d'azote et d'oxygène ont été installées. 2 sondes redondantes sont présentes sous le fond de chaque réservoir intermédiaire : - sondes TI875A et TI975B pour le réservoir d'azote - sondes TI775A et TI775B pour le réservoir d'oxygène Leur alarme est reliée en salle de contrôle.  L'accès à la salle de contrôle est sécurisé depuis l'intérieur (passage par les bureaux) et depuis l'extérieur par la prise d'une empreinte digitale et la présentation d'un badge. Cet accès a été testé le jour de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe I.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Organisation, formation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les fonctions des personnels associés à la prévention et au traitement des accidents majeurs, à tous les niveaux de l'organisation, sont décrites, ainsi que les mesures prises pour sensibiliser à la démarche de progrès continu.  Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.  Le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site mais susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur est identifié. Les modalités d'interface avec ce personnel sont explicitées.
<b>Constats :</b> A la demande de l'inspection, l'exploitant décrit le mode opératoire pour l'accueil des entreprises extérieures intervenantes sur son site de Tavaux. L'accès aux entreprises extérieures n'est possible que si ces dernières ont validé deux opérations : - accueil sécurité : tout intervenant doit suivre une formation sécurité via une plate forme "E-safety". La validation sur cette plate forme n'est possible que si les intervenants de l'entreprise extérieure ont suivi la formation générale d'accès à la plate forme chimique de Tavaux, et la formation spécifique à ALFI. De plus, pour valider l'inscription sur E-Safety, les entreprises extérieures doivent être certifiées MASE, et les intervenants doivent avoir suivi la formation risque chimique 1 ou 2, selon le guide de France Chimie DT40 ; - plan de prévention : la plate forme E-Work permet la validation des plans de prévention de toutes les entreprises extérieures. Le E-Work est à valider pour chaque intervention, sauf pour les entreprises extérieures faisant l'objet d'un plan de prévention annuel. A noter que si u module n'est pas à jour dans E-Safety (par exemple la formation risque chimique est obsolète), alors le permis de travail E-Work ne peut pas être validé.  Ces constats n'appellent pas d'observation particulière.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe I.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
<b>Constats :</b> Certaines entreprises extérieures sont susceptibles d'intervenir sur les MMR. A la demande de l'inspection, l'exploitant présente la liste des MMR recensées sur les installations de Tavaux, tel que prescrit par APC du 19 août 2015 (article 19.5.1).  L'exploitant précise que toute intervention d'une entreprises extérieure sur une MMR est encadrée par un personnel qualifié d'ALFI. Des MMRI présentes sur les boîtes de jonctions ne sont pas identifiées en tant que telles dans la liste des MMR présentée. Ainsi, une entreprise extérieure pourrait intervenir sur une MMRI sans le savoir et sans encadrement.  Ce constat donne lieu à l'observation suivante : OBS-20230119-04 : l'exploitant met à jour la liste des MMR en prenant en compte les MMRI présentes sur les boîtes de jonction.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet